

CONJONCTURE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2019

Les données disponibles à fin juin 2019 font ressortir quelques signaux relativement positifs avec notamment le desserrement relatif des pressions au niveau des finances publiques, l'amorce d'une détente, quoique encore limitée, de l'inflation des prix à la consommation et la remontée à partir du début de juin de la valeur du dinar tunisien réduisant d'autant sa dépréciation par rapport aux différentes devises de règlement.

Ces signaux, quoiqu'encourageants, ne modifient pas, toutefois, la situation économique dans son ensemble. Celle-ci demeure difficile à la lumière des différents indicateurs synthétiques. La croissance du PIB enregistre une nette décélération au cours du premier trimestre 2019. Le niveau global de l'investissement continue à être faible, sous la barre de 19 pourcent du PIB. Le chômage demeure élevé, en particulier pour les jeunes. Et la situation de la balance des paiements constitue désormais une source de préoccupation majeure du fait de l'importance de la facture énergétique.

L'excellente campagne céréalière et les bonnes perspectives de la saison touristique permettent, certes, de s'attendre à de meilleurs résultats pour le second semestre. Il semble, cependant, difficile de rattraper totalement les retards enregistrés par rapport aux prévisions initiales, établies dans le cadre du Budget Economique, particulièrement en matière de croissance et d'investissement. Cela est d'autant plus le cas que les conditions particulières qui prévalent, à quelques semaines des élections générales, alimentent l'attentisme et réduisent, sensiblement, la marge de manœuvre en matière d'engagement des réformes même si l'on s'accorde largement quant à leur urgence et à leur caractère incontournable.

I. PRODUCTION ET INVESTISSEMENT

Décélération la de croissance du PIB

La croissance du PIB accuse au cours du premier trimestre de 2019 une forte décélération. Le glissement en rythme annuel enregistre un important recul par rapport à la période correspondante de 2018, en se ramenant de 2.7 pourcent à 1.1 pourcent

Glissement annuel (%)	1 ^{er} trimestre 2017	1 ^{er} trimestre 2018	1 ^{er} trimestre 2019
Agriculture et pêche	2.5	11.9	-0.7
Industrie manufacturière	-1.7	2.3	-0.6
Autres industries	-0.2	-5.1	-0.8
Services marchands	4.2	3.3	2.9
Services non marchands	1.3	0.1	0.4
Produit Intérieur Brut	2.0	2.7	1.1

En comparant la valeur ajoutée des différentes branches économiques du premier trimestre de 2019 par rapport à celle de la même période de 2018 trois constatations majeures se dégagent :

La première constatation concerne le recul des activités relatives à l'agriculture et à la pêche (- 0.7 pourcent) et à la production des industries agro-alimentaires (-9.6 pourcent) en relation avec le caractère cyclique de la production d'olives ainsi que la poursuite du déclin de l'activité de l'extraction pétrolière et de gaz (-10.8 pourcent) suite aux tiraillements politiques et aux tensions sociales qui ont sérieusement affecté des investissements dans la recherche et l'exploration pétrolière. La baisse de la valeur ajoutée de ces trois secteurs qui représentent 22 pourcent de l'ensemble des activités marchandes a été de l'ordre de 4 pourcent. Cette baisse a occasionné un recul du PIB réel de 0.7 point.

La seconde constatation concerne l'essoufflement des secteurs fanions de l'industrie manufacturière tunisienne, en l'occurrence les industries des textiles, de l'habillement et du cuir (-0.5 pourcent) et de l'industrie mécanique et électrique (-0.9 pourcent). Ces deux secteurs, qui représentent 11 pourcent des activités marchandes et emploient 11.5 pourcent de la population occupée, accusent une baisse de leur valeur ajoutée de 0.8 pourcent sous l'effet combiné de la concurrence du marché parallèle et du fléchissement de l'offre de produits exportables.

La troisième constatation se rapporte à la dynamique suscitée par la relance des phosphates et du tourisme ainsi que par le bon comportement du secteur financier et de celui des nouvelles technologies. Les secteurs y afférents, qui représentent près de 17 pourcent du PIB, progressent de 7.5 pourcent ; ce qui permet de contribuer à près de 1.2 point au niveau de la croissance du PIB du premier trimestre de 2019.

Concernant le reste de l'année, les données à ce stade disponibles, permettent de s'attendre à un certain redressement de la croissance globale.

D'ores et déjà, la croissance de l'activité touristique s'est poursuivie à un rythme soutenu. L'augmentation des recettes en devises a été de 33 pourcent en euros durant le second trimestre 2019 contre 20 pourcent pour les trois premiers mois.

De son côté, la campagne céréalière s'annonce excellente avec une production attendue de 24 millions de quintaux contre 14.3 millions de quintaux durant la campagne précédente ; ce qui permet de s'attendre à une contribution positive de l'ensemble du secteur de l'agriculture évaluée à ce stade à près de 0.7 point du PIB

Par ailleurs, il est relevé un rythme de recouvrement de la TVA de 14.5 pourcent au cours du premier trimestre de l'année de 2019 contre 14 pourcent au cours de même période de l'année précédente, ce qui constitue un indice de maintien de la dynamique des activités marchandes.

En dépit de ces indicateurs, la croissance du PIB ne semble pas pouvoir dépasser le taux de l'année précédente (2.5 pourcent), soit un taux en retrait de 0.6 pourcent par rapport à la croissance prévue dans le cadre du budget économique (3.1 pourcent).

A titre d'éclairage, la croissance marocaine a atteint 2.8 pourcent¹ au terme du premier trimestre et la croissance des pays de l'OCDE est de l'ordre de 1.9 pourcent pour les trois premiers mois de 2019².

Faible niveau de l'investissement global

Le niveau global d'investissement augmente modérément à la lumière des différentes données disponibles malgré les efforts déployés en matière de relance de l'investissement.

Quatre indications globales corroborent cette appréciation :

- ▮ La quasi-stagnation de l'importation des biens équipements aux prix constants ;
- ▮ la faible progression de l'activité en volume du secteur des matériaux de construction (3.2 pourcent) ainsi que de celle du bâtiment et des travaux publics (1.4 pourcent)
- ▮ La quasi-stabilisation, de l'investissement direct étranger en dinars constants malgré la forte progression des flux au titre des IDE dans les industries manufacturières ; les investissements étrangers dans l'énergie continuant à être affectés par les problèmes sociopolitiques qui ont entravé fortement l'exploitation des gisements pétroliers dans le sud tunisien.

¹ Selon le Haut-commissariat du Plan marocain

² Selon les statistiques de l'OCDE

IDE en MDT	5 mois 2017	5 mois 2018	5 mois 2019
Energie	415.0	435.4	449.4
Industrie	280.1	320.4	478.8
Services	78.6	126.9	69.4
Agriculture	2.5	5.8	4.3
Total en dinars	776.2	888.5	1001.9

Par ailleurs, les déclarations faites auprès de l'Agence de Promotion de l'Industrie au cours des cinq premiers mois de 2017 révèlent une forte tendance à la baisse des investissements aussi bien dans l'industrie manufacturière que dans les services

Investissement en MDT	5 mois 2018	5 mois 2019	Augmentation
Industrie manufacturière	1587.0	1208.8	- 23.8%
-dont régime exportateur	344.8	361.1	+4.7%
Services	580.3	408.2	-29.7%
-dont régime exportateur	97.8	26.7	-72.7%

La tendance à la baisse est encore plus accentuée pour les déclarations dans l'industrie et les services au niveau des gouvernorats de l'Ouest dont la baisse est de 47 pourcent contre une réduction de 17 pourcent seulement pour les gouvernorats de l'Est.

Déclarations en MDT	5 mois 2018	5 mois 2019	Evolution
Gouvernorats de l'Ouest	634.3	338.5	-46.6%
Gouvernorats de l'Est	1533.0	1278.5	-16.6%
Total	2167.3	1617.0	-25.4%

De telles évolutions sont préoccupantes. Elles paraissent refléter l'attentisme des opérateurs, probablement sous l'effet de la lenteur du processus de réformes et du manque de visibilité pour le long terme durant cette période pré-électorale.

Seule la mise en œuvre, suivant un calendrier précis, d'un programme d'envergure touchant les grandes réformes et les grands projets, notamment dans le cadre du partenariat public-privé, serait susceptible de changer la perception générale, ce qui pourrait, par voie de conséquence, favoriser une forte relance de l'investissement condition sine-qua-none à la

réinsertion de l'économie dans un cercle vertueux ouvrant la voie à l'espoir du redressement des fondamentaux aussi bien sur le plan national que régional.

II. EMPLOI ET INFLATION

Maintien du chômage à un niveau élevé

La dernière enquête de l'Institut National de la Statistique révèle la création de 28 500 emplois entre le premier trimestre de 2018 et le premier trimestre de 2019.

La répartition de la population occupée par secteur fait ressortir que l'essentiel des créations a été réalisé dans les industries manufacturières et non manufacturières.

Total du 1 ^{er} trimestre (en 1000)	2018	2019	augmentation
Agriculture et pêche	513.2	491.5	-21.7
Industrie manufacturière	636.0	661.4	+25.4
Industrie non manufacturière	519.1	538.5	+19.4
Services marchands	1153.5	1 155.0	+1.5
Services non marchands	663.5	660.2	-3.3
Autre population non déclarée	6.6	13.8	+7.2
Population occupée	3 4591.9	3 520.4	+28.5

Le secteur des services, généralement fortement créateur d'emplois, qui occupe plus de la moitié de la population occupée, marque, pour ce qui le concerne, le pas. L'effectif dans la fonction publique enregistre une quasi-stabilisation en relation avec la politique suivie en matière de maîtrise des dépenses publiques. Et les créations dans les services marchands subissent les contrecoups de la baisse de l'emploi dans le secteur du commerce (- 24 900 emplois), de sorte que les créations nettes se limitent à 1500 emplois dans les services marchands malgré le bon comportement du secteur de l'hôtellerie et de la restauration et celui de réparation et des services aux institutions.

Population occupée en 1000	1^{er} trimestre 2018	1^{er} trimestre 2019	Evolution
commerce	469.1	444.2	-24.9
Transports et télécoms	189.9	193.4	+ 3.5
Hôtellerie et restauration	135.2	150.5	+15.3
Réparation et divers services	177.3	183.7	+6.4
Autres services marchands	182.0	183.2	+1.2
Total services marchands	1 153.5	1 155.0	+1.5

La répartition par genre fait ressortir que près de 60 pourcent des créations concernent le genre masculin (16 800 créations). Il en résulte, en comparant la population en chômage sur douze mois, une baisse du nombre de chômeurs de près de 5000 personnes de sexe masculin (de 366.1 mille à 371.5 mille) sous-tendant une relative détente du marché de l'emploi pour les diplômés du supérieur.

Taux de chômage des hommes	1^{er} trimestre 2018	1^{er} trimestre 2019	Variations
Chômage global	12.4%	12.4%	-
Dont Chômage des diplômés	18.0%	16.5%	- 1.5 point

La population féminine en chômage continue, en revanche, à augmenter ; celle-ci passe de 269 000 au terme du premier trimestre de 2016 à 271 600 douze mois après, bien qu'il y a une légère baisse du taux de chômage pour cette catégorie.

Taux chômage des femmes	1^{er} trimestre 2018	1^{er} trimestre 2019	Variation
Chômage global	22.7%	22.6	-0.1 point
chômage des diplômés	38.7%	38.3%	-0.4 point

Une telle détente du marché de l'emploi demeure cependant toute relative ; elle doit être appréciée à la lumière du faible taux d'activité des femmes (27 pourcent contre 70 pour les hommes) provoquée pour une partie d'entre elles par le découragement de trouver des emplois décents et en prenant en compte aussi la récente tendance en matière d'émigration des cadres particulièrement vers l'Europe comme cela s'est dégagé dans la dernière étude du Forum sur la politique de l'emploi.

Desserrement des pressions au niveau de l'inflation des prix à la consommation

Le taux d'inflation enregistre un repli significatif en termes de glissement annuel, de l'ordre d'un point entre juin 2018 et juin 2019 du fait de la forte décélération des prix de l'alimentation en relation avec la nette amélioration de la pluviométrie d'une part et du resserrement de la politique monétaire d'autre part.

Ceci dit, la hausse des prix à la consommation continue à être particulièrement vive au niveau de l'habillement et des chaussures (+ 8.7 pourcent) , et des transports (+ 8.7 pourcent compte tenu du relèvement des prix des carburants)

Glissement sur 12 mois	Pondération	Jun 2018/ 17	Jun 2019/18
Alimentation	26.8	8.6	6.0
Habillement et chaussures	7.4	7.0	8.7
Habitat	19.0	4.5	5.2
Transports	12.7	9.7	9.2
Autres	34.1	8.5	7.0
Indice général des prix	100.0	7.8	6.8

Il est signalé que l'inflation demeure faible dans la plupart des pays partenaires. Le glissement annuel est de 1.2 pourcent pour la zone euro sur la base de juin 2019 et 1.8 pourcent pour les Etats Unis sur la base du mois de mai 2019.

III. LES ECHANGES EXTERIEURS

Nouvelle aggravation de la balance commerciale

L'augmentation de l'exportation demeure modérée. Le taux nominal enregistré, soit 12.5 pourcent, correspond pratiquement au taux du glissement du dinar par rapport aux principales devises de paiement. En revanche, les importations continuent à progresser à un rythme soutenu, soit à un taux nominal de 14.6 pourcent. Il en résulte un alourdissement du déficit commercial de 1.6 milliard de dinars entre le premier semestre 2018 et le premier semestre de 2019 et un recul du taux de couverture des importations par les exportations de 1.3 point. Celui-ci se ramène de 71.4 pourcent à fin juin 2018 à 70.1 pourcent à fin juin 2019.

En approfondissant l'analyse des différentes composantes des deux termes de la balance commerciale, trois constatations principales s'en dégagent ; elles sont récapitulées comme suit :

(1)- la facture énergétique prend une dimension alarmante. Les exportations des produits pétroliers ne couvrent que 25.3 pourcent des importations ; ce qui entraîne, malgré le niveau raisonnable du cours du pétrole brut sur les marché extérieurs (autour d'une moyenne de 66 dollars le baril du Brent), un déficit de la balance énergétique correspondant à 38.4 pourcent du déficit global de la balance commerciale durant le premier semestre 2019. Ainsi au fil des années, la facture énergétique est devenue de plus en plus lourde, occasionnant des charges de plus en plus élevées au niveau de la balance commerciale comme le révèle le tableau suivant :

Données du 1^{er} semestre	2010	2017	2018	2019
Déficit énergétique en MDT	191	1 904	2 580	3 754
Déficit énergétique en M€	102	748	864	1 123
part dans le déficit commercial	+3.2%	25%	31.6%	38.4%

Le ralentissement des investissements dans l'exploration et la recherche pétrolière, pour des raisons politiques et sociales, a considérablement accentué la tendance et amplifié d'autant le déséquilibre des échanges avec l'extérieur.

(2) la balance commerciale hors énergie demeure dans l'ensemble sous contrôle avec une quasi stabilisation durant les six premiers mois des années 2017 à 2018.

Données du 1^{er} semestre	2010	2017	2018	2019
Déficit hors énergie en MDT	4 252	5 635	5 585	6 026
Déficit hors énergie en M€	2 260	2 213	1 870	1 802

Cependant, contrairement à l'année 2010 et aux années antérieures où le déficit commercial se justifiait en partie par un effort d'investissement consistant, de l'ordre de 25 pourcent en moyenne du PIB ; c'est loin d'être le cas pour les années 2017-2019 du fait de la tendance baissière de l'investissement, ramené désormais sous la barre de 19 pourcent du PIB.

A ce niveau quelques observations méritent d'être signalées.

Du côté des exportations, il est relevé une reprise des exportations des phosphates et dérivés permettant d'engranger, malgré le ralentissement du second trimestre, des revenus (775 MDT) en augmentation de 200 MDT et un maintien du dynamisme des exportations des industries mécaniques et électriques avec une progression de 18 pourcent environ, soit

l'équivalent de +5.3 pourcent en euros. Les exportations des textiles et de l'habillement enregistrent par rapport au premier trimestre un léger repli entraînant une quasi-stabilisation du courant d'exportations en euros

Augmentation en euros	1 ^{er} trimestre 2019	2 ^e trimestre 2019	Six mois 2019
Industrie mécanique-électrique	+ 4.8%	+5.8%	5.3%
Industrie des textiles	+ 1.6%	-2.0%	-0.2%
Phosphates et dérivés	+55.5%	-2.4%	20.8%
Total des exportations	+2.9%	-2.1%	+0.4%

Du côté des importations, l'évolution la plus marquante qui mérite d'être relevée concerne les importations de matières premières et demi-produits, celles-ci après la tendance haussière observée tout au long de l'année 2018, en relation probablement avec le glissement du dinar et les anticipations de constitution de stocks qui en résultent, enregistre pour le deuxième trimestre consécutif une nette décélération en dinars constants

Augmentation en euros	1 ^{er} trimestre 2019	2 ^e trimestre 2019	Six mois 2019
Importation des intrants ³	-2.2%	-8.6%	-6.4%
Importation hors énergie	+1.7%	- 1.5%	-0.5%

(3)- la répartition géographique du commerce extérieur continue à présenter pratiquement les mêmes caractéristiques. La balance commerciale avec l'Union Européenne est pratiquement équilibré ; l'excédent de la balance avec la France (2.3 milliards de dinars), l'Allemagne (0.7 milliard de dinars) permet de compenser le déficit enregistré avec d'autres pays européens et en particulier avec l'Italie (1.6 milliard de dinars) .

Les échanges commerciaux avec le continent africain, généralement excédentaires, accusent durant le premier semestre 2019 un déficit de 550 millions de dinars environ du fait de l'important déficit enregistré avec l'Algérie (1.4 milliard de dinars) en relation avec la facture du gaz algérien.

Par ailleurs, les échanges avec le trio formé par la Chine, la Turquie et la Russie demeurent très déséquilibrés, accusant un déficit totalisant au cours du premier semestre 2019 plus de 5 milliards de dinars, ce qui correspond à plus de la moitié du déficit commercial global de la Tunisie.

³ Correspondant aux importations de matières premières et demi-produits

Paramètres 6 mois 2019	Solde commercial en MDT	Taux couverture des échanges
Union Européenne	- 70	99.6%
Chine	-2 990	2.2%
Turquie	-1 317	10.7%
Russie	-772	4.6%
Autres	-4 631	54.7%
Total	-9 780	70.1%

Comme cela a été relevé à maintes reprises, l'approche globale suivie avec l'Union Européenne, dans le cadre de l'accord d'association, a permis, contrairement aux appréhensions de nombreux opérateurs économiques, de gagner le double pari d'attraction de milliers d'entreprises européennes et de rééquilibrage de la balance commerciale avec un taux de couverture des importations par les exportations passant de 76 pourcent en 1995 à un taux variant entre 94 et 100 pourcent durant les dernières années.

Il est temps de s'inspirer de cette approche pour les autres pays, en particulier pour la Chine, la Turquie et la Russie en vue d'amplifier le courant d'exportations vers ces pays et amorcer le rééquilibrage des deux termes de la balance commerciale avec eux.

Nouvelle aggravation du déficit des opérations courantes de la balance des paiements

L'augmentation du déficit commercial se répercute sur l'équilibre de la balance des paiements

L'augmentation des recettes touristiques et des transferts au titre du revenu du travail (739 MDT) ne couvre que moins de la moitié de l'aggravation de la balance commerciale (1615 MDT) ; ce qui laisse entrevoir un maintien des importantes pressions sur l'équilibre de la balance des paiements pour l'ensemble de l'année.

paramètres des 6 premiers mois en MDT	2018	2019	Augmentation
Déficit de la balance commerciale	8 165	9 780	(+1 615)
Recettes touristiques	1 391	1 982	+591
Transferts de revenus	1 822	1 970	+148

D'ores et déjà, les dernières données de la Banque Centrale de Tunisie relatives aux quatre premiers mois de 2019 révèlent une augmentation du déficit courant de la balance des

paiements de près de 20 pourcent ; celui-ci passe de 3 750 MDT environ à près de 4500 MDT comme le montre le tableau suivant :

Données 4 premiers mois (MDT)	2018	2019	Evolution
Solde marchandises en FOB	-4 061	-5 120	+1059
Solde des services	+ 38	+ 256	+ 218
Solde des transferts de revenus	+ 269	+ 357	+ 88
Déficit courant	3 754	4 507	+753

IV. EQUILIBRE MONETAIRE ET BUDGETAIRE

Détente relative de l'équilibre monétaire

Les signaux de détente relevés dans le dernier bulletin de conjoncture se confirment en relation avec les mesures de relèvement du taux directeur du marché monétaire et d'encadrement du crédit et des efforts déployés en matière des finances publiques.

La dépréciation du dinar tunisien par rapport aux principales devises de paiement enregistre une réduction significative à partir du mois de juin dernier ramenant le glissement sur douze mois par rapport à l'euro à 4 pourcent entre fin juin 2018 et fin juin 2019 contre 13 pourcent une année auparavant.

Le volume global de refinancement à fin juin 2019 de la Banque Centrale de Tunisie augmente sur douze mois modérément, de l'ordre de 5 pourcent contre une forte expansion une année auparavant (+ 49 pourcent entre fin juin 2017 et fin juin 2018)

Les souscriptions de bons du trésor par le système monétaire augmentent faiblement, de l'ordre de 1.3 pourcent reflétant les efforts déployés en matière de maîtrise de l'équilibre du budget de l'Etat.

En revanche, les billets et les monnaies en circulation continuent à augmenter quoique à un rythme (8 pourcent sur douze mois) moins soutenu que celui du PIB aux prix courants. Les mesures prises en matière de décashing dans le cadre de la loi des finances de 2019 devront permettre d'amplifier la décélération de ce paramètre.

Enfin, les réserves de changes de la BCT augmentent de 2.6 milliards de dinars portant le taux de couverture des importations à 76 jours à fin juin 2019 contre 72 jours à fin juin 2018.

Détente fragile de la situation des finances requérant le maintien de la vigilance

Les données relatives aux trois premiers mois de l'année en cours font ressortir⁴ un repli du déficit budgétaire qui se ramène des 948 MDT durant le premier trimestre 2018 à 912 MDT durant le premier trimestre 2019.

Les recettes fiscales, grâce à la forte progression des impôts directs, se comportent mieux que prévu (+ 22.1 pourcent contre une prévision dans le cadre de la loi des finances de 10.7 pourcent seulement) et ce malgré une décélération des recettes au titre des impôts indirects.

Recettes fiscales (MDT)	3 mois 2018	3 mois 2019	Augmentation
Impôts directs	2 346.1	3 405.8	+45.2%
Impôts indirects	3 654.4	3 918.3	+ 7.2%
Total des recettes	6 000.5	7 324.1	+22.1%

Les recettes non fiscales enregistrent en revanche un recul de 147 MDT localisée au niveau des redevances du gazoduc transportant le pétrole algérien vers l'Italie, d'une part, et les revenus de commercialisation du pétrole d'autre part.

Recettes non fiscales (MDT)	3 mois 2018	3 mois 2019	Augmentation
Recettes gazoduc	40.0	5.6	- 35.4 MDT
Commercialisation pétrole	150.0	0	-150 MDT
Autres	708.5	746.1	+37.6 MDT
Total	898.5	751.7	-146.8 MDT

Le récent accord avec le partenaire italien ENI prolongeant de dix ans l'accord de coopération concernant le gazoduc trans-tunisien devrait permettre la reprise des exportations de gaz de l'Algérie vers l'Italie et l'amélioration des recettes du budget de l'Etat au titre des redevances. Par contre des incertitudes demeurent en ce qui concerne les revenus de commercialisation des hydrocarbures selon que l'on soit en mesure ou non d'ajuster les prix des carburants au cours du marché intérieur.

De leur côté, les dépenses budgétaires connaissent un rythme de progression soutenu, de l'ordre de 16.7 pourcent sous l'effet notamment des importantes pressions des dépenses de fonctionnement (+17.6 pourcent contre une prévision de 6.1 pourcent pour l'ensemble de

⁴ Portail ministère des finances Tunisie

l'année dans le cadre de la loi des finances) ; ce qui dicte la poursuite de la vigilance pour continuer comme prévu la réduction du déficit budgétaire.

Aggravation de la dette publique de l'Etat

La dette publique qui en résulte⁵, continue à s'inscrire dans une tendance haussière. Elle a atteint près de 83 milliards de dinars en mars 2019 contre 68 milliards en mars 2018. L'augmentation se localise essentiellement au niveau de la dette extérieure sous l'effet notamment du glissement du dinar par rapport aux devises du service de la dette extérieure.

En MDT	Fin mars 2018	Fin mars 2019
Dette publique intérieure	21 145(31.0%)	22 259 (26.8%)
Dette publique extérieure	46 992 (69.0%)	60 742(73.2%)
Total de la dette publique	68 137 (100%)	83 001 (100%)

V. CONCLUSION

Dans l'ensemble, la situation générale de l'économie tunisienne demeure tendue et la perception générale continue à être dominée par la persistance du chômage et de l'inflation malgré les quelques signaux positifs du côté de la saison touristique et de la campagne céréalière.

Malgré les particularités de la période pré-électorale dans laquelle se trouve le pays, la Tunisie doit essayer de briser la spirale de l'attentisme en exploitant au mieux la marge de manœuvre qui existe pour corriger la perception souvent négative qui prévaut et retrouver de meilleures conditions au rééquilibrage des fondamentaux de l'économie nationale.

A cet effet deux grappes de mesures visant l'amélioration rapide de l'environnement d'investissement pourraient, une fois engagées, y contribuer de façon significative

Il s'agit, en premier lieu d'accélérer La mise en œuvre effective des mesures annoncées en matière d'amélioration du climat des affaires à travers notamment une importante simplification des procédures de création des entreprises, d'obtention des permis de construire, de recollement des construction, d'enregistrement des propriétés et de connexion au réseau de l'électricité, de l'eau et de l'internet haut débit et tout ce qui est de nature à permettre de réaliser **un saut décisif** au niveau du classement de la Tunisie sur le plan mondial en matière de climat des affaires.

⁵ Portail ministère des finances

Par ailleurs, le lancement d'appels d'offres internationaux de manifestation d'intérêt pour la réalisation de grands projets dans le cadre du partenariat public-privé tels que présentés lors de la conférence internationale Tunisie 2020 gagnerait à être lancé rapidement **pour réinsérer la Tunisie dans le radar des grands groupes internationaux**. C'est le cas en particulier du port en eau profonde, de la réalisation d'une grande centrale d'énergie solaire, de zones franches dans les zones frontalières et de grands parcs technologiques et d'excellence.

De nombreuses success stories existent dans le monde. Elles peuvent être une source d'inspiration.

Forum IBN KHALDOUN le 15 juillet 2019

Mots Clés : conjoncture Tunisie 2e trimestre 2019 ; bulletin de conjoncture Tunisie 2019 ; Forum Ibn Khaldoun